

ANEXOS

ANEXO I – INCOTERMS

EXW. Ex Works: el vendedor se obliga a poner la mercancía a disposición del comprador en su establecimiento o lugar pactado, sin prepararla para la exportación ni efectuar la carga en el vehículo receptor.

FCA. Free Carrier: el vendedor entrega la mercancía, lista para ser exportada, a la empresa transportista (determinada por el comprador) en el lugar acordado. Este término es válido para todo tipo de transporte incluyendo transporte por aire, ferroviario, por carretera y en contenedores/transporte multimodal.

FAS. Free Alongside Ship: el vendedor debe suministrar la mercancía junto al barco en el puerto acordado. El comprador asume desde ese momento los riesgos de pérdida o daño de la mercancía. El vendedor debe ocuparse de los trámites en aduana para la exportación. Solo es aplicable para transporte marítimo.

FOB. Free On Board: el vendedor debe cargar la mercancía en el barco determinado por el comprador; los costes y riesgos pasan del vendedor al comprador cuando la mercancía supera la borda del barco. El vendedor debe ocuparse de los trámites de exportación. Solo es aplicable para transporte marítimo.

CFR. Cost and Freight: el vendedor se hace cargo de los costes de transporte para traer la mercancía al puerto de destino. Sin embargo, el riesgo por pérdida o deterioro de la mercancía es transferido al comprador en el momento que la misma está a bordo del barco en el puerto de embarque. Solo es aplicable para transporte marítimo.

CIF. Cost, Insurance and Freight: exactamente el mismo que CFR excepto porque el vendedor ha de organizar y pagar el seguro marítimo al comprador que cubra la posible pérdida o daño de la mercancía durante el transporte. Solo es aplicable para transporte marítimo.

CPT. Carriage Paid To: es el equivalente general, en transporte multimodal de CFR. El vendedor paga por el transporte al punto de destino acordado, pero el riesgo se pasa cuando las mercancías se transfieren al primer transportista.

CIP. Carriage and Insurance Paid to: es el equivalente general, en transporte multimodal de CIF. El vendedor paga por el transporte y el seguro hasta el punto de destino, pero el riesgo se pasa cuando las mercancías son transferidas al primer transportista.

DAT. Delivered at terminal: el vendedor cumple su obligación de entrega cuando pone la mercancía a disposición del comprador, ya descargada del vehículo de llegada, en el

destino pactado y lista para ser retirada por el comprador en la terminal designada, en el puerto o lugar de destino. El comprador debe realizar los trámites aduaneros.

DAP. Delivered at place: el vendedor cumple su obligación de entrega cuando pone la mercancía a disposición del comprador, en el medio de transporte acordado, preparada para la descarga en el lugar de destino final. El comprador corre con los gastos de la descarga y de los trámites aduaneros.

DDP. Delivered Duty Paid: El vendedor entrega la mercancía al comprador en el lugar convenido del país del comprador, una vez realizados y pagados los trámites arancelarios, asumiendo los costes y riesgos derivados del transporte de la misma hasta el lugar pactado. El comprador se encargará de la descarga de la mercancía y de los costes que se deriven de la misma.

ANEXO II – LEGISLACIÓN DE LA TRUFA (FR y ES)

Législation de la truffe en France

DECRET

Décret n° 2012-129 du 30 janvier 2012 relatif à la mise sur le marché des truffes et des denrées alimentaires en contenant

Publics concernés : tous professionnels de l'agroalimentaire : production, distribution, restauration, importation ; consommateurs.

Objet : exigences de qualité et d'étiquetage applicables aux truffes vendues à l'état frais et aux denrées alimentaires contenant de la truffe.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juillet 2012.

Notice : le décret précise les règles d'utilisation des mentions qui peuvent être utilisées pour les truffes commercialisées à l'état frais et pour les denrées alimentaires faisant état de présence de truffes. Il fixe les exigences essentielles de qualité applicables aux truffes vendues à l'état frais. Il précise les conditions d'étiquetage des truffes et des produits qui en contiennent ainsi que celles applicables à la restauration. Il spécifie par ailleurs les espèces de truffes qui ouvrent droit à l'utilisation des mentions « truffé », « au jus de truffe » et « aromatisé au jus de truffe ».

Références : le texte est pris pour l'application de l'article L. 214-1 et de l'article L. 112-7-1 du code de la consommation, issu de l'article 4 de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche.

Le présent décret et les textes qu'il modifie peuvent être consultés dans la rédaction issue de cette modification sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le règlement CE n° 764/2008 du Parlement et du Conseil du 9 juillet 2008 établissant les procédures relatives à l'application de certaines règles techniques nationales à des produits commercialisés légalement dans un autre Etat membre et abrogeant la décision n° 3052/95/CE ;

Vu la directive 98/34/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 modifiée prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu le code de la consommation, notamment ses articles L. 112-7-1, L. 214-1, L. 214-2 et R.

112-1 à R. 112-31 ;

Vu le code pénal, notamment son article R. 610-1 ;

Vu le décret n° 93-999 du 9 août 1993 modifié relatif aux préparations à base de foie gras ;

Vu l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail en date du 25 mars 2011 ;

Vu la notification n° 2011/257/F du 27 mai 2011 adressée à la Commission européenne en application de la directive 98/34/CE susvisée et la réponse du 30 novembre 2011 de cette dernière ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1

Les dispositions du présent décret s'appliquent aux truffes, champignons du genre *Tuber*, et aux denrées alimentaires en contenant, sous quelque forme que ce soit.

Article 2

Il est interdit d'importer, de détenir en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit, de mettre en vente, de vendre ou de distribuer à titre gratuit des truffes ou des denrées alimentaires en contenant ne satisfaisant pas aux dispositions du présent décret.

Article 3

Les truffes qui sont commercialisées à l'état frais au consommateur final sont :

- a) Entières ou en morceaux, en brisures ou en pelures ; les coupes doivent être franches et fraîches d'exécution ;
- b) Fermes, à maturité, saines et, à cet égard, exemptes de corps étrangers et pratiquement exemptes de matières étrangères visibles, de parasites, d'attaques de parasites, de dommages causés par le gel ainsi que d'humidité extérieure anormale ;
- c) Exemptes d'odeurs et de saveurs étrangères.

Le contenu de chaque conditionnement est homogène et, pour les truffes entières, comporte uniquement des truffes de même espèce et de même qualité. Les truffes non entières sont commercialisées préemballées.

Article 4

Les colis, préemballages et lots de truffes à l'état frais ne peuvent être commercialisés au consommateur final que s'ils comportent un pourcentage inférieur à 5 %, en nombre ou en poids, de produits ne répondant pas aux spécifications mentionnées à l'article 3. Les

produits impropres à la consommation et qui sont exclus de la vente ne rentrent pas dans le calcul de ce pourcentage.

Article 5

Outre les mentions prévues aux articles R. 112-1 à R. 112-31 du code de la consommation, la dénomination de vente des truffes à l'état frais comprend le nom usuel de l'espèce de truffe accompagné du nom scientifique en latin correspondant.

Lorsque ces truffes sont commercialisées à un stade antérieur à la vente au consommateur final, ces mentions figurent sur l'emballage dans lequel le produit est présenté lors de sa commercialisation ou sur les fiches, bons de livraison ou documents commerciaux accompagnant les produits auxquels ils se rapportent ou envoyés avant la livraison ou dans le même temps.

Lorsque ces truffes ne sont pas présentées préemballées sur les lieux de vente au consommateur final, ces mentions sont placées de manière visible à proximité immédiate des produits eux-mêmes, ou sur une affiche, un écriteau ou tout autre moyen approprié.

Article 6

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 du décret du 9 août 1993 susvisé, la mention : « truffé » est réservée aux denrées alimentaires contenant des truffes des espèces *Tuber melanosporum*, *Tuber brumale* et *Tuber magnatum*, dont les noms usuels sont respectivement :

- a) « Truffe noire », « truffe du Périgord » ou « truffe noire du Périgord » ;
- b) « Truffe brumale » ; et
- c) « Truffe blanche d'Alba » ou « truffe blanche du Piémont ».

Les mentions : « au jus de truffe » ou « aromatisé au jus de truffe » sont réservées aux denrées alimentaires contenant du jus de truffes des espèces *Tuber melanosporum* ou *Tuber brumale* dont les noms usuels sont respectivement : « truffe noire », « truffe du Périgord » ou « truffe noire du Périgord » et « truffe brumale ».

Toute mention faisant référence à la truffe autre que les mentions indiquées ci-dessus est suivie du nom usuel de l'espèce ou des espèces utilisées et du pourcentage de truffe présent dans la denrée, qui doit être supérieur à 1 %.

Article 7

Dans les établissements proposant des repas à consommer sur place, à emporter ou à livrer, le nom usuel de la truffe utilisée et, le cas échéant, la désignation de l'arôme ajouté, sont portés à la connaissance du consommateur, de façon lisible et visible, par affichage, par indication sur les cartes et menus ou sur tout autre support.

Article 8

Les produits légalement fabriqués ou commercialisés dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ne sont pas soumis aux exigences du présent décret. Sans préjudice de l'application du règlement du 9 juillet 2008 susvisé ou du respect d'une procédure analogue pour les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ainsi que pour la Turquie, ces produits peuvent être importés et commercialisés en France avec l'une des mentions prévues au présent décret ou des mentions analogues.

Article 9

Des arrêtés conjoints du ministre chargé de la consommation et du ministre chargé de l'agriculture précisent les modalités d'application du présent décret en ce qui concerne les critères de qualité mentionnés à l'article 3 ainsi que, pour l'application des articles 5, 6 et 7, les noms scientifiques et les noms usuels des truffes.

Article 10

Les infractions au présent décret et aux dispositions de l'article L. 112-7-1 sont punies de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

Article 11

Au deuxième alinéa de l'article 9 du décret du 9 août 1993 susvisé, les mots : « ; dans ce cas, la dénomination de vente est complétée par la mention : "truffé à x pour 100" » sont supprimés.

Article 12

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er juillet 2012. Les denrées alimentaires mentionnées à l'article 6 qui sont étiquetées conformément aux dispositions des articles R. 112-1 à R. 112-31 du code de la consommation avant la date d'entrée en vigueur du présent décret peuvent continuer à être commercialisées jusqu'à épuisement des stocks.

Article 13

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 30 janvier 2012.

* * * *

Legislación de la trufa en Francia

DECRETO

Decreto n° 2012-129 del 30 de enero de 2012 relativo a la comercialización de las trufas y alimentos que la contengan

Público al que va dirigido: todos los profesionales del sector agroalimentario: producción, distribución, importación; consumidores.

Objeto: requisitos de calidad y etiquetado aplicables a la trufa fresca y a los alimentos que la contengan.

Entrada en vigor: el decreto entra en vigor el 1 de julio de 2012.

Nota: el decreto concreta las normas de empleo de las referencias que puedan ser utilizadas en las trufas comercializadas en fresco y en los productos alimenticios que presenten contenido de trufa. Fija los requisitos esenciales de calidad aplicables a las trufas vendidas en fresco. Concreta las condiciones de etiquetado de las trufas y los productos que la contengan, así como las aplicables a la restauración. Especifica, también, las clases de trufas que tienen derecho a ser denominadas como «trufado», «jugo de trufa» y «aromatizado con jugo de trufa».

Referencias: el texto se adopta en aplicación de los artículos L. 214-1 y L. 112-7-1 del Código de Consumo, procedente del artículo 4 de la ley n° 2010-874 del 27 de julio de 2010 referente a la modernización de la agricultura y pesca.

El presente decreto y los textos que él modifica pueden ser consultados en la versión resultante de esta modificación en la página web de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

El Primer Ministro,

Sobre el informe del Ministro de Economía, Finanzas e Industria,

En base al Reglamento CE n° 764/2008 del Parlamento y del Consejo del 9 de julio de 2008 que establece los procedimientos relativos a la aplicación de ciertas normativas técnicas nacionales sobre los productos comercializados legalmente en otro país miembro y se deroga la Decisión n° 3052/95/CE;

En base a la Directiva 98/34/CE modificada por el Parlamento y Consejo Europeos del 22 de junio de 1998 por la que se establece un procedimiento informativo en materia de normas y reglamentaciones técnicas y reglas relativas a los servicios de la sociedad de la información;

En base al Código de Consumo, especialmente en los artículos L. 112-7-1, L. 214-1, L. 214-2 et R. 112-1 à R. 112-31;

En base al Código Penal, especialmente en los artículos R. 610-1;

En base al decreto n° 93-999 del 9 de agosto de 1993 modificación relativa a los preparados a base de foie gras;

En base a la notificación de la Agencia Nacional de Seguridad Sanitaria de la Alimentación, el Medio Ambiente y el Trabajo con fecha del 25 de marzo de 2011;

En base a la notificación n° 2011/257/F del 27 de mayo de 2011 procedente de la Comisión Europea con arreglo a la Directiva 98/34/CE anteriormente mencionada y la respuesta del 30 de noviembre de 2011 de esta última;

El Consejo de Estado (área de finanzas) entiende,

Decreta:

Artículo 1

Las disposiciones del presente decreto se aplican a las trufas, setas del género de Tuber, y alimentos que las contengan cualquiera que sea su forma.

Artículo 2

Está prohibido importar, mantener a la venta o distribución de forma gratuita, poner en venta, vender o distribuir gratuitamente trufas o productos alimenticios que la contengan que no cumplan las disposiciones del presente decreto.

Artículo 3

Las trufas comercializadas en fresco deben llegar al consumidor final:

- a) Enteras o en trozos, trituradas o en cáscaras; los cortes deben ejecutarse de manera franca y fresca;
- b) Firmes, maduras, sanas y, en este sentido, libres de cuerpos extraños y prácticamente exentos de cualquier materia extraña visible, de parásitos, de plagas, de daños causados por las heladas, así como de humedad exterior anormal;
- c) Libre de olores y sabores extraños.

El contenido de cada paquete debe ser homogéneo y, para las trufas enteras, solo debe contener trufas de la misma especie y calidad. Las trufas que no estén enteras se venderán preenvasadas.

Artículo 4

Los paquetes, preenvasados y lotes de trufas frescas, solo podrán comercializarse al consumidor final si contienen un porcentaje inferior al 5% en número o en peso de productos que no cumplan las especificaciones contempladas en el artículo 3. Los productos no aptos para el consumo y que sean excluidos de la venta no se incluyen en el cálculo de este porcentaje.

Artículo 5

Además de la información prevista en los artículos R. 112-1 a R. 112-31 del Código de Consumo, la denominación de la venta trufas frescas debe incluir el nombre común de la especie de trufa acompañado del nombre científico en latín que corresponda.

Cuando estas trufas se comercialicen en una fase anterior a la venta al consumidor final, estas referencias deberán aparecer en el envase en el que el producto se presente a la hora de su comercialización o en tarjetas, albaranes o documentos comerciales que acompañen a los productos a los que van dirigidos o enviados antes de la entrega o al mismo tiempo.

Cuando estas trufas no se presenten preenvasadas en los puntos de venta al consumidor final, estas referencias se colocarán de manera visible en las inmediaciones de los productos en cuestión o en un cartel, un anuncio u otro medio apropiado.

Artículo 6

Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 9 del Decreto del 9 de agosto de 1993 mencionado anteriormente, la referencia: « trufado » está reservado a los alimentos que contienen trufas de la especie *Tuber melanosporum*, *Tuber brumale* y *Tuber magnatum*, cuyos nombres comunes son respectivamente:

- a) «Trufa negra», «trufa del Périgord» o «trufa negra del Périgord» ;
- b) «Trufa brumosa» ; y
- c) « Trufa blanca de Alba » o « trufa blanca del Piémont ».

Las referencias: «al jugo de trufa» o «aromatizado al jugo de trufa» están reservados a los alimentos que contienen jugo de trufa de las especies *Tuber melanosporum* o *Tuber Brumosa* cuyos respectivos nombres comunes son: «trufa negra», «trufa del Périgord» o «trufa negra del Périgord» y «truffe brumosa».

Cualquier referencia a la trufa distinta de las indicadas anteriormente irá seguida del nombre común de la especie o especies utilizadas y del porcentaje de trufa presente en el producto alimenticio, el cual debe ser mayor del 1%.

Artículo 7

En los establecimientos que ofrecen comidas en el lugar, para llevar o entregas, el nombre común de trufas utilizados y, en su caso, la designación del aroma añadido, se señalarán para el conocimiento del consumidor, de forma clara y visible, mediante etiquetas, indicación en las cartas y menús o por cualquier otro medio.

Artículo 8

Los productos fabricados legalmente o comercializados en otro estado miembro de la Unión Europea o en Turquía, o fabricados legalmente en otro Estado que forme parte del acuerdo sobre el Espacio Económico Europeo, no están sujetos a los requisitos de este Decreto. Sin perjuicio de la aplicación del Reglamento del 9 de Julio de 2008 nombrado anteriormente o que respecte a un procedimiento análogo de los demás estados del acuerdo sobre el Espacio Económico Europeo, así como para Turquía, estos productos pueden ser importados y comercializados en Francia con una de las referencias previstas en el presente Decreto o con indicaciones similares.

Artículo 9

Los decretos conjuntos del ministro encargado del consumo y el Ministro de Agricultura definen formas de aplicación del presente decreto en relación con los criterios de calidad establecidos en el artículo 3 y, a los efectos de las secciones 5 6 y 7, los nombres científicos y nombres comunes de las trufas.

Artículo 10

El incumplimiento del presente decreto y de las disposiciones del artículo L. 112-7-1 será castigado con la pena de multa prevista para los delitos de tercera clase.

Artículo 11

En el segundo párrafo del artículo 9 del Decreto del 9 de agosto de 1993 mencionado anteriormente, las palabras: «; en este caso, la denominación de venta se completa con la referencia: "trufado al x por 100" » se suprimen.

Artículo 12

Las disposiciones del presente decreto entrarán en vigos el 1 de julio 2012. Los productos alimenticios mencionados en el artículo 6, que se etiquetan según las disposiciones de los artículos 112-1 a R. R. 112-31 del Código del Consumidor antes de la entrada en vigencia de este decreto podrán seguir comercializándose hasta agotamiento de inventario.

Artículo 13

El Ministro de Economía, Finanzas e Industria, el Ministro de Agricultura, Alimentación, Pesca, Asuntos Rurales y de la Organización del Territorio y el Secretario de Estado ante el Ministro de Economía, Finanzas e Industria, encargado del comercio, la artesanía, las pequeñas y medianas empresas, el turismo, los servicios, las profesiones liberales y del consumo, son responsables, cada uno en lo que le concierne, de la ejecución de este decreto, que se publicará en el Diario Oficial de la República Francesa.

Hecho el 30 de enero de 2012.